



Les brèves de

CSE SSG 24-26 juin 2026



Si vous avez des questions
sollicitez vos élus
Pour vous abonner,
scannez le QR Code :



Information Fonctionnement du CSE

Sollicitée par certains syndicats, la Cour de cassation a remis, le 10 juin, les commissions dans leur composition de novembre 2023.

Pour les mois à venir, les commissions obligatoires ont donc été partiellement renouvelées (Commission SSCT, Commission économique, commission Voyages, commission Politique sociale) en attendant la décision définitive du Tribunal Judiciaire qui pourrait recomposer une nouvelle fois les commissions.

Prime Vacances

573,95€ bruts pour un salarié ex-Steria.

296,37€ bruts pour un salarié SSG et pour chacun de ses enfants à charge.

Les demandes répétées d'harmonisation sont rejetées par Direction.

Information économiques France (Elias Tahtah)

La dynamique est très bonne. Le marché devient de plus en plus tendu. Les concurrents mettent une pression extrêmement forte sur les prix. La proximité client reste très importante pour remporter des affaires malgré nos tarifs plus élevés.

La souveraineté nous ouvre un marché conséquent

De gros deals démarrés fin 2025, avec une rentabilité délicate début 2026.

Interchantier sous contrôle (3% en mai). Sous traitance (11%) en baisse en mai.

Secteur Public (SP) :

Deux affaires remportées récemment.

Succès notable avec les Douanes.

Aeroline : Forte activité d'avant-vente.

Services Financiers (SF) : Gain de l'infocentre Société Générale.

Énergie & Télécoms (E&T) :

Gain du marché de supervision Bleu sur Orange Business. Victoire significative dans un marché difficile

Défense & Sécurité (D&S) : Dossier ministère de la Défense et des Armées.

Transport : Activité soutenue en AO.

Développement Régional :

CMA/CGM massification 100ETP

Leclerc : renouvellement du contrat Isocel

Euromaster

Information économiques groupe (Etienne Merveilleux du Vignaux)

Le CA accroît son avance sur le budget. Le bloc France (CIMPA CSGROUP) est en avance. La croissance est toutefois difficile à traduire en marge.

- UK croissance de 4%. On est exposés aux événements politiques (démission du premier ministre entre autres)
- Allemagne : toujours en décroissance à fin mai (hors SFT) -2%. Prévisions d'équilibre et de reprise de croissance sur S2 qui restent à confirmer
- Scandinavie : la croissance est là. 4 projets importants dans le domaine DPS
- Espagne : la croissance ralentit. Nos concurrents annoncent des plans de licenciements
- Belux, marché compliqué depuis quelques années. 3,2% mais positif . Management confiant pour retrouver croissance sur S2. L'effectif repart en hausse
- Pays Bas, encore à décroissance La situation s'améliore
- Italie toujours bon, 10% de croissance et prévisions du même ordre pour S2. La bonne dynamique se confirme, c'est la plus forte croissance après la Suisse
- Suisse croissance à deux chiffres, au-dessus du budget.

Solutions :

- SFS en décroissance mais croissance attendue au T4 (Licences et nouveaux deals)
- Sopra HR : belle affaire signée, Croissance T2 supérieure au T1
- SRES : Croissance supérieure à 5% toute l'année. Le Cash de l'année pourrait être impacté avec la facturation électronique qui pourrait poser des problèmes techniques et donc décaler la facturation. On investit beaucoup dans l'immobilier cette année en France, UK...

L'intelligence artificielle constitue un enjeu majeur. Son utilisation progresse rapidement mais génère également des coûts importants. La Direction appelle à un usage raisonné de l'IA, en tenant compte à la fois des aspects économiques et environnementaux.

Le Groupe se prépare activement au déploiement de la facturation électronique (changements des processus, formation des assistantes et accompagnement des clients), avec une vigilance particulière sur les impacts opérationnels lors de la mise en œuvre.



Vos élus **Traid-Union** sont toujours à l'écoute de vos attentes, de vos idées, de vos expériences.



Avis du CSE sur la Durabilité

2025 est le premier exercice de mise en application de la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD).

Le rapport des experts cerne les coûts directs de production et de vérification du rapport de durabilité mais, au-delà, le CSEE souhaiterait que les coûts indirects représentés par le temps passé par les salariés à remplir les questionnaires soient objectivés et lui soient communiqués.

Le rapport de durabilité décrit la comitologie au sein du conseil d'administration et de la direction générale. Le CSEE souhaiterait avoir également connaissance des instructions qui sont données aux managers concernant l'application opérationnelle des plans pour atteindre les cibles, à tout le moins concernant le télétravail, les déplacements domicile / travail et professionnels.

Le CSEE a bien noté et pris acte que Sopra Steria :

- a demandé la vérification de ces informations à un collège constitué d'un commissaire aux comptes et d'un organisme tiers indépendant alors que la réglementation n'impose qu'un vérificateur au minimum,
- a volontairement demandé une attestation d'assurance raisonnable sur la cinquantaine d'indicateurs environnementaux et sociaux des pages 241 à 262 quand la vérification globale ne requiert qu'une assurance limitée.

Points immobilier (Marine Catelas)

Lyon Evasyon – expertise en cours pour le CSE Central

Tours Monconseil – ouverture possible avant fin juin 2027

Annecy – poursuite des travaux pour une ouverture en mai 2028

Toulouse Horizon – ouverture du Campus visée en juin 2028

Toulon – deux dossiers à l'étude : décision prévue en septembre 2026

Rodez – travaux de rénovation à venir et hébergement type Algeco pendant 18 mois

Brest – projet d'extension surface (135m2)

Nantes – étude en cours pour une extension sur les bâtiments A et D

Nantes Crébillon – fermeture (17 salariés transférés à Nantes Armor)

Bornes électriques : 117 bornes (installées ou prévues) réparties sur 20 sites

Situation Economique et Financière – Avis des élus du CSE (extraits)

Les élus soulignent *la résilience du Groupe en France, dont l'activité a surperformé le marché, dans un contexte difficile, tout en maintenant un **niveau de rentabilité satisfaisant***. Ils soulignent cependant que le maintien de cette performance s'est réalisé avec une pression sur le *collectif de travail* (les salariés).

La même logique prévaut aussi au niveau des comptes consolidés où s'observe **une baisse du salaire moyen (-1,2 %)**, confirmant la pression, mais mettant également en exergue une progression du phénomène du X-shore (2025 montre une croissance de +9 % d'effectifs en Inde, +4 % en Espagne).

Cette situation conduit à un **recul** de la valeur ajoutée perçue par les salariés, alors que dans le même temps, celle perçue par les actionnaires est en hausse, comme le montrent l'annonce de la hausse (+33 %) du dividende 2026 et l'annonce d'un second plan de rachat d'actions (40M€) en début d'année, après celui annoncé fin 2024 (150M€).

D'un côté, le groupe a les moyens de se montrer généreux avec ses actionnaires grâce à la réduction du niveau d'endettement en 2025. Il est aujourd'hui faiblement endetté (247M€) en baisse (-35%) par rapport à 2024. Le profil financier n'a jamais été aussi bon depuis la fusion entre Sopra et Steria. Cette situation favorable nous place aujourd'hui en position de force, pour financer des opérations de croissance externe, limitée toutefois par la volonté des actionnaires historiques de ne pas être dilués. Reflet de cette volonté, Sopra GMT a renforcé son contrôle capitalistique sur le groupe (+0,86 point) grâce au programme de rachat d'actions.

D'un autre côté, les élus observent une **diminution de l'actionnariat salarié** dans notre groupe (-0,54 point entre 2024 et 2025), conséquence logique de l'arrêt du programme « We Share », programme pourtant apprécié et facteur important de stabilité actionnariale ; d'autant plus important dans le contexte actuel de défiance des investisseurs envers la capacité des ESN à faire face au développement de l'IA.

L'exercice 2025 de Sopra Steria Group est de bonne facture, avec un chiffre d'affaires en hausse (+5,3%). Dans ce contexte, l'accord dérogatoire de participation mis en place en 2024 a permis de dégager, pour la première fois, une enveloppe de participation de 5,1M€, ce qui représente 353€ par salarié. Ceci s'explique par la baisse du taux de rémunération des capitaux à 4% dans la formule dérogatoire, contre 5% dans la formule légale.

Malgré ce dernier point, le CSEE rend un avis **défavorable** sur la situation économique et financière de l'entreprise, en pointant, comme à propos de l'exercice 2024, une **répartition actionnaires / salariés à rééquilibrer**.



Santé Sécurité et Conditions de travail – Bilans HSCT 2025 – DUER 2026

Les élus du CSE constatent que plusieurs insuffisances déjà relevées lors des années précédentes demeurent dans les **bilans HSCT 2025** :

- moyens insuffisants accordés aux RP et à la CSSCT pour analyser les bilans,
- absence de présentation des bilans de périmètre aux RP,
- manque de formations complémentaires demandées par les représentants du personnel,
- informations incomplètes sur visites de sites, visites médicales, alertes et enquêtes,
- incohérences relevées dans les données relatives aux accidents du travail,
- absence de restitution des observations de la médecine du travail,
- hausse significative et non analysée de l'absentéisme (maladie, accidents du travail et de trajet),

Avis **défavorable**.

Les élus de la CSSCT ont relevé que plusieurs risques majeurs demeurent insuffisamment évalués ou traités dans le **DUERP et le PAPRIACT 2025**, notamment :

- La charge de travail et l'intensité du travail,
- Le temps de travail et les horaires atypiques,
- L'adéquation entre les compétences, les moyens et les missions confiées,
- Les conséquences de l'organisation en flex office,
- Les déplacements professionnels,
- L'information du CSE sur le déploiement de l'IA et des agents IA,
- La gestion des CRH,
- La perte de sens au travail, liée notamment au déficit de reconnaissance et à la politique du "toujours plus avec toujours moins",
- Les impacts organisationnels et sociaux des choix financiers de l'entreprise sur les conditions de travail des salariés,
- Les pratiques managériales,
- Les risques psychosociaux,
- Les situations de départs contraints.

Les éléments présentés ne permettent pas de démontrer l'existence d'une démarche de prévention répondant pleinement aux principes généraux de prévention.

Un avis **défavorable** est voté à l'unanimité.

Présentation des retours de la CSSCT au CSE (Extraits)

8 enquêtes sur le 1^{er} trimestre dont une déclenchée à la suite d'un l'accident du travail, dans un contexte de stress aggravé, afin de comprendre précisément les circonstances de l'événement et d'en identifier les causes (Nantes)

- Des situations projets tendues ou missions en alerte chez SRES (Lyon) et à la DISIT.
- Des salariés font remonter une fatigue, une usure des équipes. (Lyon)
- Sur plusieurs régions, des salariés nous ont fait part d'un mal-être à la suite du retour CRH de 2025 en janvier 2026, aussi bien de la part des managers que des managés.
- Le taux de déclaration des **heures supplémentaires** est faible au regard des activités
- Installation de distributeurs de protections périodiques dans les toilettes des 3e et 6e (Latitude)
- Les travaux de rénovation de la gare routière, à côté du site (Orléans) sont prévus en juillet : Pas d'anticipation sur les nuisances et organisation à mettre en place.
- Le taux de remplissage des bâtiments (Toulouse) à augmenté (70%) ce qui engendre des désagréments (bruit, manque de place pour s'isoler lors de réunions avec le client ...)
- Augmentation régulière du nombre de salariés sans visite médicale depuis 5 ans (Latitude, Rennes-Brest))
- 2 infirmières affectées (Lyon et Bordeaux)

Risque climatique et conditions de travail

Une alerte est portée pour les salariés du site **d'Orléans**. La climatisation est en panne et les mesures palliatives sont très insuffisantes.

Une alerte est déclenchée concernant les températures constatées dans les bureaux de **Brest**. La Direction locale a communiqué des mesures immédiates de prévention. Le sujet sera suivi sur les jours suivants.

A **Bordeaux**, les transports en commun sont partiellement en panne. La Direction répond qu'il est toujours possible de demander du TLO dans des situations exceptionnelles.

Pannes de climatisation sur de nombreux sites : **Toulouse, Montreuil, Albi**

Consultation sur la politique sociale 2025

Une expertise a été lancée pour fin septembre 2026.

Le cabinet SYNDEX a été retenu pour cette expertise.



Vos élus Représentants de Proximité **Traid-Union** sont compétents pour vous assister sur toute situation de Licenciement ou Rupture Conventionnelle.

N'hésitez pas à les solliciter